

Conférence internationale sur le défi
du redressement économique et du
développement accéléré de l'Afrique

Abuja (Nigéria) 15-19 juin 1987

L'AGRICULTURE DANS LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT

par

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture



CONFERENCE INTERNATIONALE SUR
L'AFRIQUE: LE DEFI DU REDRESSEMENT ECONOMIQUE
ET DU DEVELOPPEMENT ACCELERE

Abuja, Nigéria, 15 - 19 juin 1987

L'AGRICULTURE DANS LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT

Un an après la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique de l'Afrique et l'adoption du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, et presque deux ans après l'adoption par l'OUA du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, il convient de faire le point et de réfléchir à nouveau aux tâches qui restent à accomplir. Bien entendu, il est encore trop tôt pour que le Programme d'action des Nations Unies ait pu infléchir sensiblement le cours de l'économie et de l'agriculture mais il n'est pas inutile d'évaluer ce qui s'est produit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique, dans le contexte de ce programme d'action et d'examiner certaines suites qui lui ont été données par la FAO.

Faits nouveaux

Il faut admettre que le bilan de l'évolution récente est très inégal et dans l'ensemble peu favorable: la production agricole s'est améliorée mais cette amélioration a été en grande partie annulée par la détérioration d'autres variables économiques. Bref, 1986 a été une année difficile pour l'Afrique et notamment pour l'Afrique subsaharienne.

L'accélération de l'expansion économique en Afrique subsaharienne, qui avait commencé en 1984-85, s'est poursuivie en 1986, et le taux de croissance d'environ 4 pour cent est le plus élevé depuis 10 ans. Mais il s'agit d'un chiffre global. Dans certains pays, l'expansion économique n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique, de sorte que les revenus ont stagné ou continué à diminuer. En outre, pour une bonne part, cette croissance a seulement permis de rattraper, sur le plan intérieur, le terrain perdu à cause de la sécheresse de 1982-84 tandis que, sur le plan extérieur, l'environnement économique se détériorait. Les termes de l'échange de l'Afrique subsaharienne se sont dégradés de 12 pour cent en 1986, soit une baisse sans précédent depuis 10 ans, ce qui a exacerbé le problème de la dette et probablement freiné les investissements nationaux.

Cette dégradation des termes de l'échange n'a pas été compensée par une augmentation des apports de ressources extérieures. L'objectif central du Programme d'action des Nations Unies est de mobiliser des ressources internes et externes pour le redressement économique et le développement, et notamment pour l'agriculture, mais la réaction de la communauté internationale a été décevante.

Il est vrai que les engagements multilatéraux d'aide sans condition de faveur (1 190 millions de dollars) ont été deux fois plus élevés en 1986 que la moyenne de 1984/85 (529 millions de dollars) grâce à une forte augmentation des prêts de la BIRD, notamment au Nigéria, à l'Egypte, au Maroc et à la Tunisie mais les engagements d'aide assortie de conditions de faveur de l'IDA ont continué à diminuer et ont été inférieurs de 20 pour cent à la moyenne de 1984/85. Depuis 1980/81, les engagements totaux de l'IDA ont légèrement augmenté à prix courants mais la part de l'agriculture africaine est tombée de 46 pour cent à 21 pour cent en 1986. L'évolution a été la même pour d'autres sources d'aide multilatérale à des conditions de faveur, de sorte que la majorité des pays africains les plus pauvres n'ont pas vu augmenter ce type d'aide en 1986. On ne dispose pas encore de données complètes sur les engagements en faveur de l'agriculture en 1985-87 mais l'absence d'augmentation notable augure mal de l'avenir.

En 1985 et 1986, l'agriculture africaine s'est assez rapidement remise de la sécheresse du début des années 80. En deux ans, la production vivrière a ainsi augmenté de plus de 12 pour cent. En Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Sud), la production vivrière par habitant s'est accrue de 0,8 pour cent en 1986, contre seulement 0,3 pour cent par an de 1980 à 1985. La production par agriculteur a augmenté de près de 1 pour cent par an de 1980 à 1985 et de 2 pour cent en 1985. En conséquence, au début de 1987, 10 pays africains avaient des excédents exportables de céréales secondaires provenant de la campagne 1985/86 et huit pays avaient des excédents locaux exceptionnels 1/. Mais, à la même époque, cinq pays africains étaient encore en proie à des pénuries alimentaires anormales 2/ et, malgré une nette amélioration d'ensemble, de graves problèmes de ravitaillement subsistaient dans d'autres pays. Les excédents ont fait baisser les prix à la production, dans certains cas de 50 pour cent ou plus, et ils ont aussi accentué les problèmes d'entreposage. Ils sont en partie la conséquence de problèmes plus généraux: faiblesse des cours mondiaux, due aux politiques de protection et de subvention pratiquées par les pays développés; manque de pouvoir d'achat des pauvres; manque d'infrastructures pour transporter les vivres jusqu'aux zones déficitaires.

La reprise agricole amorcée en 1985-86 a ralenti en 1987. En Afrique australe, la production sera probablement plus faible qu'en 1986 à cause de l'irrégularité des pluies, des décisions prises par différents pays et de la poursuite des hostilités au Mozambique et en Angola notamment. La Zambie et le Zimbabwe, par exemple, récoltent moins de céréales à cause de l'insuffisance des pluies et de la décision du Zimbabwe de réduire ses gros stocks de report. A l'inverse, Madagascar et le Malawi ont bénéficié d'un temps favorable et

1/ Excédents exportables: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, Soudan et Zimbabwe.

Excédents locaux exceptionnels: Burkina Faso, Malawi, Mali, Ouganda, Sénégal, Soudan, Tchad et Zimbabwe.

2/ Angola, Botswana, Ethiopie, Lesotho et Mozambique.

leurs récoltes devraient être supérieures à la moyenne. En Afrique orientale, la situation est en général satisfaisante, même en Ethiopie où les conditions de culture sont raisonnablement bonnes.

En Afrique centrale, les pluies ont été bien réparties et abondantes cette année. En revanche, elles ont été irrégulières dans les pays côtiers d'Afrique occidentale et nettement inférieures à la normale dans certains pays tels que le Nigéria. Dans la plus grande partie du Sahel, la campagne vient juste de commencer et il est encore trop tôt pour évaluer les perspectives de production. Certains pays disposent de gros stocks de céréales secondaires mais ont besoin d'une aide pour distribuer ces vivres dans les zones déficitaires. En Afrique du Nord, la situation est contrastée: certains pays signalent des récoltes moyennes ou en hausse de céréales d'hiver, tandis qu'ailleurs, par exemple au Maroc, la production sera inférieure à celle de 1986.

Tâches à accomplir

Il reste donc beaucoup à faire pour sortir de l'impasse. La tâche sera ardue. Premièrement, comme l'indique le FMI dans le dernier World Economic Outlook, les perspectives de croissance économique de l'Afrique sont généralement médiocres à moyen terme et, dans certains pays, il est probable que les revenus par habitant stagneront ou diminueront. Deuxièmement, les perspectives ne sont pas favorables non plus en ce qui concerne le commerce extérieur. Troisièmement, ni l'aide financière extérieure, ni l'épargne locale ne devraient beaucoup augmenter. Enfin, et sous l'effet des deux derniers facteurs, le fardeau de la dette risque de s'alourdir et le déficit des investissements de se creuser.

Dans ces conditions, d'où viendra la croissance dont l'Afrique a besoin pour faire face à l'augmentation rapide de sa population? Comment les pauvres obtiendront-ils le pouvoir d'achat nécessaire pour acheter les excédents alimentaires que les agriculteurs peuvent produire sous réserve de mesures d'incitation et services de soutien appropriés? D'où viendra l'investissement qui permettra aux agriculteurs d'améliorer leur productivité et de parvenir à un accroissement durable de la production? Certaines des réponses à ces questions se trouvent dans l'étude approfondie que la FAO a consacrée aux problèmes de l'agriculture et de l'alimentation en Afrique. Cette étude a servi de base aux contributions de la FAO à la formulation du Programme prioritaire de l'OUA pour le redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ETUDE DE LA FAO SUR L'AFRIQUE

Les résultats de l'Etude, publiés sous le titre "L'agriculture africaine: les 25 prochaines années", ont été présentés à la quatorzième Conférence régionale de la FAO qui s'est tenue à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) en septembre 1986. Les cinq grandes conclusions sont les suivantes:

i) La situation alimentaire de l'Afrique, faite d'excédents et de déficits, n'est pas soutenable à long terme. Si l'on ne fait rien, ou pas assez, pour résoudre les énormes problèmes du secteur vivrier et pour ralentir la croissance démographique, les tendances dominantes des 25 dernières années persisteront et la situation alimentaire de l'Afrique ne fera qu'empirer au cours des 25 prochaines années. Des famines aussi graves que celle qui a

frappé ce continent durant la sécheresse de 1983/84 risquent alors de devenir monnaie courante, même en période de précipitations plus normales.

Si les tendances passées persistaient, la production vivrière par habitant continuerait à diminuer et, en l'espace de 25 ans, le taux d'autosuffisance alimentaire tomberait à 34 pour cent en Afrique du Nord et à 56 pour cent en Afrique subsaharienne. Le déficit céréalier quadruplerait et atteindrait 100 millions de tonnes environ en l'an 2010. Le coût des importations passerait de 5 à 30 milliards de dollars, en valeur réelle, soit le double de la valeur projetée des exportations agricoles.

La plupart des pays n'auraient pas les moyens d'importer des quantités aussi énormes de produits alimentaires, d'où une famine chronique. La survie même de certains pays serait menacée, ce qui aurait des conséquences incalculables, non seulement pour l'Afrique, mais pour le monde entier.

ii) A condition de faire ce qu'il faut pour mobiliser et sauvegarder son potentiel, l'Afrique peut se nourrir elle-même. Ce n'est pas le cas de tous les pays, mais certains pourraient produire assez d'excédents pour répondre aux besoins des autres dans le cadre des échanges intrarégionaux.

Les ressources en terres sont suffisantes pour répondre aux besoins futurs mais elles sont souvent fragiles et exigent plus de soins. En matière d'irrigation, le potentiel existe, mais pas toujours là où il serait le plus utile. De gros efforts restent à faire pour réduire le coût du développement de l'irrigation si l'on veut qu'elle soit rentable pour les cultures vivrières de base. De toute manière, le gros de la production devra provenir de l'agriculture pluviale. Il existe des techniques pour accroître la productivité de la plupart des cultures pluviales ou irriguées, mais elles ne sont pas toujours adaptées aux besoins des petits paysans ou des zones marginales caractérisées par des sols fragiles ou des précipitations faibles et irrégulières.

En utilisant judicieusement ces ressources, on pourrait doubler le rendement des cultures de base au cours des 25 prochaines années et, dans la plupart des cas, augmenter suffisamment la production de l'élevage et de la pêche continentale pour répondre à la demande. Une croissance moyenne minimale de la production agricole de 3 pour cent par an est donc considérée comme un objectif réaliste. Dans certains pays, un tel taux serait inférieur à la croissance démographique et il faudrait donc faire le maximum pour le dépasser, là où c'est judicieux. En tout état de cause, ce serait un net progrès par rapport au 1,9 pour cent par an des 25 dernières années.

iii) Une stratégie de développement fondée sur la conservation est indispensable pour une croissance soutenue de l'agriculture et de l'économie, laquelle dépend de ressources naturelles qui, en Afrique, se dégradent rapidement.

Les terres agricoles sont surexploitées et les parcours surchargés, tandis que la forêt recule ou s'appauvrit. Le développement de l'irrigation dans certaines zones compense à peine les pertes causées par une mauvaise gestion des périmètres existants. De vastes terres agricoles disparaissent ou perdent de leur fertilité à cause de la désertification et de l'érosion, de sorte que des millions de personnes se ressentent d'une vulnérabilité accrue à la sécheresse, de la baisse des rendements et du manque de bois de feu.

Il existe des mesures concrètes qui ont fait leurs preuves pour valoriser, remettre en état et conserver ces ressources. Ce qui manque, ce sont les moyens financiers et les mécanismes institutionnels qui permettraient de les adopter.

iv) La mobilisation et la conservation des ressources naturelles pour augmenter et soutenir la production vivrière exigent des actions complémentaires contre quatre facteurs qui freinent actuellement la production - les quatre "i" du développement agricole: incitations insuffisantes pour que les agriculteurs produisent des excédents commercialisables; manque d'intrants; institutions inappropriées; carences des infrastructures. Des réformes radicales sont nécessaires dans chacun de ces domaines; un certain nombre de moyens pratiques de les mener à bien sont présentés dans l'étude sur l'Afrique.

Pour inciter les agriculteurs à produire plus, il ne suffit pas de relever les prix officiels à la production. Il faut prendre aussi d'autres mesures qui varient selon les pays.

De même, le problème de l'approvisionnement en intrants n'est pas uniquement quantitatif, même si c'est un aspect très important. Il faut aussi que les intrants soient du type voulu et d'un coût abordable et qu'ils arrivent régulièrement, au moment et à l'endroit où ils en ont besoin, à ceux qui en ont besoin - trop souvent, les femmes, malgré la part qu'elles prennent à la production vivrière de base, ont peu ou pas accès aux intrants et ne bénéficient guère des conseils des vulgarisateurs dans ce domaine.

Sur le plan institutionnel, des réformes et améliorations sont nécessaires dans quatre domaines prioritaires: valorisation du capital humain, recherche et vulgarisation, régime foncier, participation populaire. Par exemple, il faut innover dans les programmes régionaux de formation ainsi que dans les programmes locaux destinés au personnel intermédiaire et non professionnel en s'appuyant sur les expériences récentes de formation des formateurs et de formation des agriculteurs par les agriculteurs eux-mêmes. Les recherches doivent être davantage axées que par le passé sur les besoins de la petite agriculture de subsistance et, à cette fin, il est indispensable de mettre en place des systèmes viables de vulgarisation qui assurent une bonne circulation de l'information entre les agriculteurs, les vulgarisateurs et les chercheurs.

Le manque d'infrastructures appropriées contribue beaucoup à la cherté du transport des biens et services. La plupart des pays n'ont pas eu les moyens d'améliorer notablement leurs modestes systèmes de communication ni même, dans certains cas, de les entretenir. Il est indispensable d'améliorer l'infrastructure afin de pouvoir approvisionner les agriculteurs en intrants et transporter leur production jusqu'aux marchés à un coût raisonnable. On pourrait mobiliser bien davantage les collectivités pour la construction et l'entretien d'infrastructures simples (marchés ruraux desservis par des routes permettant d'acheminer la production agricole).

v) Les mesures ci-dessus doivent être appliquées dans un cadre qui permette une croissance viable; l'agriculture doit recevoir une plus grande priorité dans les budgets nationaux; il faudrait que l'environnement économique extérieur de l'Afrique s'améliore notablement; les donateurs doivent réexaminer le volume et la forme de l'aide qu'ils fournissent.

Les ministres de l'agriculture et les hauts fonctionnaires présents à la quatorzième Conférence régionale de la FAO ont pleinement approuvé ces conclusions ainsi que le Programme d'action pour l'agriculture africaine proposé par le Directeur général de la FAO. Ce programme a été formulé à la lumière des principales conclusions de l'étude sur l'Afrique et il est en parfaite harmonie avec le Programme d'action de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il complète en fait ce dernier en proposant des moyens précis de mettre en oeuvre certains de ses éléments.

Le programme du Directeur général comprend deux parties: une stratégie en quatre points pour accroître la production vivrière; une proposition spécifique visant à une forte augmentation de l'aide destinée à l'importation ou à la production locale d'intrants agricoles - engrais, pesticides, semences et machines agricoles - en vue d'accélérer l'accroissement de la production.

La stratégie en quatre points. Il s'agit de quatre actions interdépendantes. Premièrement, il faut modifier la structure des économies nationales de manière à donner à l'agriculture la priorité absolue. Deuxièmement, il faut améliorer les quatre "i" du développement agricole - incitations, intrants, institutions et infrastructures. Des efforts concertés doivent être faits dans chacun de ces domaines, faute de quoi les progrès réalisés dans un domaine seront freinés par des problèmes dans d'autres. Troisièmement, il faut adopter la stratégie de développement fondée sur la conservation, telle qu'elle est présentée dans l'étude. Quatrièmement, la communauté internationale doit aider les agriculteurs africains à inverser les tendances passées de la production vivrière.

Les voies de la reprise

Etant donné la nature de l'impasse décrite plus haut, et du fait surtout que l'aide extérieure, les recettes d'exportation et l'épargne intérieure ont peu de chance d'augmenter, il importe que les programmes de redressement de l'agriculture aient deux objectifs particuliers: maximiser la rentabilité des investissements nationaux et de l'aide au développement et, compte tenu du poids de la dette, optimiser les dépenses en devises.

Beaucoup des mesures pratiques proposées dans l'étude de la FAO visent implicitement ces deux objectifs, par exemple: accroître la rentabilité des investissements dans la commercialisation et l'irrigation; intégrer la conservation des sols, des eaux et des éléments fertilisants afin de diminuer la proportion d'engrais minéraux importés et d'accroître leur efficacité; réduire les importations de denrées alimentaires lorsqu'on peut les remplacer, à un coût moindre pour l'économie nationale, par des aliments locaux.

Pour amorcer la reprise, il faudra judicieusement doser les mesures relatives aux quatre "i" du développement agricole, qui visent à appuyer davantage le cultivateur. En outre:

- i) des mesures de soutien destinées au cultivateur devront s'intégrer dans une stratégie globale de croissance équilibrée;
- ii) des changements radicaux devront être apportés à l'environnement économique extérieur afin de limiter l'effet déstabilisateur des fluctuations des recettes d'exportations agricoles et de contenir le coût croissant du service de la dette;

- iii) les donateurs et les bénéficiaires des futurs programmes de développement devront prendre des engagements nouveaux et différents.

Une stratégie de développement viable. Il faudra adopter un ensemble de politiques qui permettent de résoudre certaines des antinomies qui ont marqué et continueront à marquer le développement de l'agriculture africaine. Il faudra notamment:

- i) Trouver un juste équilibre entre le court terme (amélioration de l'approvisionnement en intrants, réorientation des politiques de prix, taxation des importations alimentaires) et le long terme (expansion et amélioration de la recherche et de l'infrastructure). Les solutions choisies doivent donner des résultats à court et à long terme. Les gains à court terme risquent de rapidement disparaître s'ils ne sont pas appuyés par des mesures à plus long terme.
- ii) Trouver un juste équilibre entre le marché et l'Etat. Si l'on compte trop sur le marché, on risque de déstabiliser des économies fragiles; si l'on compte trop sur l'Etat, on risque de favoriser l'inefficacité. L'un et l'autre système ont eu des effets néfastes dans certains pays alors qu'ils ont donné de bons résultats dans d'autres. Quel que soit le système utilisé, il faut le rendre plus profitable à l'agriculteur et, si on ne peut pas, en changer.
- iii) Trouver un juste équilibre entre le secteur moderne et le secteur traditionnel. Cela dit, l'objectif principal doit être de moderniser le secteur traditionnel qui est la principale source d'emploi et d'aliments de base. De même, il faut trouver un équilibre harmonieux entre cultures d'exportation et cultures vivrières dont l'opposition a souvent été exagérée.
- iv) Comme on manque de devises, l'appui à l'agriculture se concentre sur les zones qui offrent le plus grand potentiel pour le ravitaillement des villes. L'objectif doit être d'optimiser le rendement du peu de capital dont on dispose, de se préparer à faire face à des situations d'urgence (provoquées, par exemple, par la sécheresse) et de réduire la dépendance des villes à l'égard des produits alimentaires d'importation.
- v) Tout faire pour réduire les distorsions des politiques qui, en privilégiant les villes, ont déprimé les prix agricoles, augmenté les salaires urbains, accéléré l'exode rural, et gonflé les importations alimentaires. Beaucoup de gouvernements africains s'emploient déjà à corriger ce déséquilibre, mais les dépenses publiques à l'appui de l'agriculture devraient fortement augmenter.
- vi) Aider beaucoup plus les agricultrices africaines qui produisent la plus grande partie des aliments de base et sont la principale source de main-d'oeuvre agricole. En général, le régime foncier ne leur permet pas de posséder des terres. Elles ne peuvent pas accéder au crédit car, de ce fait, elles n'ont pas de garanties à offrir. De même, les femmes sont souvent dans l'impossibilité de devenir membres de coopératives de production parce qu'elles ne possèdent pas le bétail qu'elles élèvent. Chercheurs et

vulgarisateurs négligent fréquemment les besoins des agricultrices. Tant que ces déséquilibres n'auront pas été corrigés, il sera impossible de réaliser totalement le potentiel de production vivrière de l'Afrique.

Un développement fondé sur la conservation. Les projets et programmes de conservation ne sont pas suffisants en eux-mêmes. Ils doivent s'intégrer dans une stratégie de valorisation fondée sur la conservation des ressources. Il est indispensable, pour appliquer cette stratégie, de s'appuyer sur la participation des collectivités et agriculteurs car les gouvernements n'ont pas les moyens financiers ni les ressources humaines nécessaires pour exécuter eux-mêmes un très grand nombre de petits projets de conservation. Les collectivités rurales et les agriculteurs devront donc en assumer la responsabilité. Ils ne le feront que si les projets sont adaptés à leurs ressources et à leurs besoins et s'ils sont sûrs d'en retirer rapidement des bénéfices.

Dans une grande partie de l'Afrique, on peut freiner l'érosion et la dégradation des sols en remplaçant la culture itinérante par des cultures en bandes de légumineuses arbustives et arborescentes, en pratiquant des cultures associées, en appliquant des méthodes de travail zéro ou minimal du sol, en établissant des plantations pérennes et en construisant des barrières simples avec des matériaux locaux pour lutter contre l'érosion et le ruissellement.

Le problème du surpâturage est d'ordre à la fois institutionnel et technique. Sur le premier plan, il faudra instituer peu à peu des titres fonciers sur les pâturages communaux; sur le deuxième plan, il faudra faire prendre conscience à la population des avantages d'une intégration de l'élevage et de l'agriculture.

On estime qu'il faudra planter l'équivalent de quelque 25 millions d'hectares de plantations de bois de feu d'ici l'an 2010 pour combler le déficit énergétique prévu. On pourrait notamment établir à cet effet des parcelles villageoises, aménager plus rationnellement les forêts naturelles, et intégrer l'arboriculture dans les systèmes de production végétale et animale, ce qui fournirait de l'azote organique, du fourrage et du bois de feu.

Enfin, comme l'ont montré plusieurs villages d'Afrique du Nord et du Sahel, des rideaux-abris et des brise-vent, ainsi que des techniques peu coûteuses de stabilisation des dunes, peuvent arrêter la désertification et peut-être même étendre le domaine agricole.

L'environnement économique extérieur. L'Afrique a énormément souffert des récentes récessions économiques. Cela tient essentiellement au fait que les produits agricoles occupent une très grande place dans ses exportations. L'Afrique a souffert à la fois de la baisse des cours internationaux et du déclin de sa compétitivité. A court ou à moyen terme, les perspectives ne sont pas favorables pour le commerce des produits agricoles. Sauf amélioration rapide de sa production et de la demande des produits qu'elle exporte, l'Afrique subsaharienne risque de devenir importatrice nette de produits agricoles. Cela limiterait gravement sa capacité d'importer les vivres et les intrants agricoles dont elle a besoin.

Comme les marchés extérieurs sur lesquels l'Afrique écoule traditionnellement ses produits agricoles sont saturés, il faudra développer les échanges entre pays africains de produits tels que le sucre, les huiles

végétales et les aliments de base. Les pays africains devront renforcer leur compétitivité sur le marché international en améliorant leur système de commercialisation et en adoptant des taux de change plus réalistes.

Les pays industrialisés devront s'employer à réduire encore le protectionnisme. Il ne faut pas trop compter sur des progrès rapides dans ce domaine car le problème est dû à une surproduction structurelle. Toutefois, à court terme, on pourrait abaisser les barrières tarifaires pour des produits tels que le café ou la banane qui n'ont pas de concurrents. A long terme, les contribuables européens, japonais et américains pourraient imposer une réduction du protectionnisme agricole. A certains signes, on peut en effet penser qu'ils n'accepteront pas éternellement que l'on verse chaque année 40 à 50 milliards de dollars de subventions directes aux agriculteurs, à quoi s'ajoutent de substantielles subventions indirectes. Ils pourraient donc exercer des pressions pour accélérer la réduction du protectionnisme.

La part des recettes en devises qui est consacrée au service de la dette augmente rapidement en Afrique. En Afrique subsaharienne, la proportion moyenne est passée de 14 pour cent en 1980 à 25 pour cent en 1985. En conséquence, beaucoup de pays sont dans l'incapacité d'importer les intrants, pièces de rechange et matières premières dont ils ont besoin pour relancer leur agriculture et les industries qui l'appuient. La FAO a donc entrepris une étude de faisabilité sur l'accroissement de l'aide en nature sous forme de facteurs de production, en vue de déterminer dans quelle mesure cette aide pourrait permettre de surmonter les problèmes de devises.

Engagements des bénéficiaires et des donateurs. Pour que l'agriculture africaine puisse repartir, il faut que les pays africains s'engagent à transformer leur économie en donnant une plus grande priorité à l'agriculture et aux petits exploitants. De leur côté, les donateurs doivent s'engager à appuyer cette action.

La plupart des pays africains ont déjà beaucoup progressé sur la voie des réformes nécessaires. Quelques pays ont déjà pris des mesures politiquement courageuses pour éliminer les distorsions structurelles les plus graves de leur économie et, en particulier, pour améliorer les revenus agricoles. Les donateurs ont plus de chemin à parcourir. Le montant net de l'aide publique au développement a diminué en valeur réelle depuis 1980.

Les donateurs et les bénéficiaires devraient réexaminer la nature de l'aide, ses objectifs et le type d'organisation qui pourrait le mieux aider à l'exécution des programmes. Plus précisément:

- i) Les donateurs devraient modifier leurs pratiques pour garantir un développement viable de l'agriculture en assouplissant les termes et conditions de l'aide et en intégrant mieux les projets dans les politiques nationales;
- ii) Les donateurs devraient appuyer plus de petits projets et trouver de nouvelles formules pour financer non seulement les dépenses d'équipement en devises, mais aussi les dépenses de fonctionnement;
- iii) Il faut étudier de nouveaux moyens de financer un volume fortement accru d'importations d'intrants agricoles, notamment d'engrais, mais aussi de pesticides, de tracteurs et de pièces de

- iv) Les donateurs et les bénéficiaires devraient allonger la liste des partenaires avec qui ils travaillent et y inscrire un plus grand nombre d'ONG africaines et internationales ainsi que de sociétés privées;
- v) Il faudra trouver des mécanismes spéciaux pour aider le petit groupe de pays africains qui, sauf peut-être à très long terme, ne pourront ni atteindre un taux acceptable d'autosuffisance alimentaire, ni financer les importations de vivres dont ils auront besoin.

L'agriculture et les économies africaines. Comme le reconnaît l'OUA dans la documentation soumise à la session extraordinaire de l'Assemblée générale en mai 1986, la crise agricole de l'Afrique et ses solutions sont intimement liées à l'état des économies africaines. Celles-ci sont en crise à cause notamment des mauvais résultats de l'agriculture; de même, si l'agriculture africaine est dans une si mauvaise passe, c'est en partie parce que les économies des pays africains ne sont pas suffisamment fortes pour lui fournir le soutien dont elle a besoin.

Dans au moins 30 pays africains, la reprise économique est subordonnée à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles. Même ailleurs, dans des pays tels que le Nigéria et la Zambie où la part de l'agriculture dans le PIB est relativement modeste, une reprise de l'agriculture est essentielle pour le progrès économique. Faute d'une telle reprise, les importations alimentaires absorberont une part de plus en plus insupportable des recettes d'exportation. En outre, l'urbanisation continuera à s'accélérer; l'opposition villes/campagnes s'accroîtra, et les villes se trouveront dans une situation sans issue.

Les mesures qui seront prises dans les cinq prochaines années pour relancer l'agriculture africaine sont d'importance capitale, mais il est tout aussi capital de penser au plus long terme. En cinq ans, on ne pourra pas remédier à toutes les erreurs du passé. De plus, dans certains pays où la croissance démographique, déjà extrêmement rapide, continuera à s'accélérer, il faudra faire un énorme effort rien que pour suivre le rythme d'accroissement de la population.

Heureusement, au cours des 25 prochaines années, la plupart des pays pourraient doubler le rythme d'expansion des terres cultivées ainsi que le rendement de leurs cultures vivrières. L'augmentation de leur production alimentaire devra surtout provenir d'une intensification de l'agriculture. Des progrès encore plus spectaculaires sont techniquement possibles mais, en général, ils risquent de demander plus de temps. En outre, il faudra que l'aide de la communauté internationale augmente substantiellement. Les pays africains auront besoin d'une assistance pour accroître l'investissement, pour améliorer la recherche et la formation, et pour permettre aux petits paysans d'accéder aux outils, aux engrais et aux semences qui leur sont indispensables pour produire plus. Pour sa part, la FAO fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider les gouvernements africains et les autres membres de la communauté internationale à amorcer un redressement viable de l'agriculture - et donc de l'économie. L'étude de la FAO montre que ce redressement est possible, sous réserve que l'on prenne les mesures politiques et techniques qui s'imposent.